

Le pouvoir aux travailleurs

20 MARS 2005

N° 113

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LE POUVOIR A ÉLOIGNÉ LE GPP D'ADJAMÉ, MAIS LE PROBLÈME DEMEURE	2
- NON A LA PRÉSENCE DES TROUPES IMPÉRIALISTES EN COTE D'IVOIRE	3
- NON À LA REPRISE DES HOSTILITÉS !	3 - 4
- NON, CEUX QUI ONT MENÉ L'OPÉRATION A LOGOUALÉ, NE SONT PAS DES "LIBÉRATEURS"	4 - 5
- ORDURE RECYCLABLE	5
- LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME RENDENT FOUS!	6
- BRUTES ET BÊTES A LA FOIS	6 - 7
- LA COLÈRE MONTE PARMIS LES USAGERS DE LA SOTRA.....	7 - 8
- LES URGENCES DES CHU, DE VRAIS MOUROIRS.....	9
- UN ACCIDENT GRAVE A METTRE SUR LE COMPTE DE LA DIRECTION	10
- PORT AUTONOME D'ABIDJAN: UN COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS DE MAERSK!	10 - 11
- NIGER : MARCHÉ DE PROTESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE	12

LE POUVOIR A ÉLOIGNÉ LE GPP D'ADJAMÉ, MAIS LE PROBLÈME DEMEURE

Le GPP, milice pro FPI, a été délogé de l'Institut Marie Thérèse d'Adjamé. Sa présence en ce lieu a été perçue au début favorablement par une partie de la population, surtout sudiste. En effet, Adjamé est un quartier populaire, le carrefour et le centre commercial de la capitale pour les petites gens et les travailleurs. A son arrivée le GPP a fait un semblant de patrouilles dissuadant les petits délinquants, les obligeant parfois à changer d'artère. Mais très vite les riverains vont déchanter quand les miliciens vont montrer leur réel visage de petits délinquants. Ils se sont mis à ériger des barrages pour contrôler et racketter les taxis woro-woro, les gbaka et même les piétons. Au bout du compte, les méfaits des uns n'ont fait que s'ajouter à ceux des autres.

Tout cela ne gêne en rien les pouvoirs publics et les classes riches. Ce qui les préoccupe c'est que les GPP commencent à s'en prendre à la police elle-même. Au mois de février ils ont eu des affrontements avec la police au cours desquels un élève policier a été tué. Peu de temps après, des bagarres ont éclaté entre cette milice et la P.J. de Yopougon.

C'est tout cela qui a fait que le régime a éloigné les GPP de leur nid d'Adjamé. Mais le fond du problème demeure: ce qui alimente sans cesse la délinquance, ce qui fait que de nombreux jeunes se font enrôler chez les GPP, c'est le chômage, le désœuvrement et l'avenir bouché pour les jeunes. Actuellement, malgré la crise on peut s'apercevoir que le nombre de voitures de luxe n'a pas vraiment diminué dans les rues d'Abidjan.

Il faudra bien que nous les travailleurs imposions un jour un partage plus équitable des richesses, une diminution du chômage, si nous ne voulons pas que les classes riches et le régime actuel plongent le pays dans le désastre et la barbarie.

NON A LA PRÉSENCE DES TROUPES IMPÉRIALISTES EN CÔTE D'IVOIRE

Le mandat des forces françaises en Côte d'Ivoire prend fin le 4 avril. Gbagbo maintient le suspense par son silence sur le renouvellement ou non de ce mandat. Les ténors de son parti le FPI, tels des Mamadou Koulibaly et autres multiplient les déclarations réclamant le départ de la force Licorne. Les groupes "Patriotes" ont annoncé la tenue de meetings dans différentes villes (à l'exception d'Abidjan) à partir du 19 mars pour aller dans le même sens. Cependant ils précisent qu'ils n'ont rien contre la présence des militaires de l'ONUCI. Ils souhaitent le remplacement des forces françaises par d'autres forces soi disant impartiales dirigées par une autre grande puissance telle que l'Angleterre ou les Etats-Unis.

Non, aucune puissance impérialiste n'est "neutre ou impartiale". Les armées des grandes puissances ont

servi à opprimer l'Afrique pendant que leurs capitalistes pillaient les ressources du continent durant des décennies de colonisation.

Le colonialisme est une ère révolue. Cependant, l'exploitation et le pillage continuent de nos jours. L'armée française doit quitter la Côte d'Ivoire. Son remplacement par une autre puissance ex-coloniale serait une duperie. Ce serait sortir de la gueule du loup pour entrer dans celle de la hyène. Il n'y a qu'à voir leurs agissements dans d'autres conflits à travers le monde à commencer par l'Irak. L'ONU ne constitue qu'un paravent derrière lequel se cache l'impérialisme. Ceux qui réclament le patronage d'une grande puissance ou d'une autre ne peuvent pas être des amis des populations pauvres de Côte d'Ivoire.

NON À LA REPRISE DES HOSTILITÉS !

La Côte d'Ivoire aujourd'hui est coupée en deux. La partie nord est sous la coupe des "Forces nouvelles" et la partie sud est sous contrôle gouvernemental. Cette situation qui perdure depuis plus de 2 ans exaspère effectivement tout le monde. La situation économique, qui n'était déjà pas reluisante avant la crise s'est considérablement empirée. Et comme toujours c'est aux classes laborieuses qu'on fait payer la facture d'une telle situation. Vouloir donc que la situation de crise, qui a déjà trop duré, prenne fin est un sentiment légitime. Mais la réunification du pays, à quel prix et comment ?

Dans le sud, le sentiment le plus

partagé pour la réunification du pays, surtout parmi les partisans et sympathisants du régime au pouvoir, est l'option militaire. Le régime d'Abidjan contrôlant l'essentiel des richesses du pays s'est surarmé. Avec cette puissance de feu, il compte pouvoir vaincre facilement les bandes armées qui contrôlent tout le nord du pays. Cela est fort probable, car ceux qui ont plus de moyens finissent toujours par écraser ceux qui en ont peu ou pas du tout. Mais est-ce que battre militairement les actuels occupants du nord résoudre le problème de la réunification du pays ? Est-ce que les problèmes qui ont fait que les "Forces nouvelles" ont pu avoir une assise dans le nord du pays ne demeurent toujours pas ? Les

tracasseries policières, l'exclusion, la xénophobie, et bien encore, dont sont victimes les ressortissants du nord se sont aggravées avec la crise!

Si le nord doit être rattaché au sud, ça ne peut pas être par la force militaire. Une victoire militaire sur le nord ne rattacherait pas pour autant les deux morceaux. La victoire militaire des USA sur l'Irak ou celle de la Russie sur la Tchétchénie nous montre bien que ces victoires là seules ne suffisent pas à donner l'unité et la stabilité. Au contraire ce sont les populations pauvres qui font les frais de telles victoires. Résoudre les problèmes qui ont fait que les ressortissants du nord ont prêté une oreille favorable aux "Forces nouvelles" favoriserait leur rapprochement avec ceux du sud. Car la situation actuelle n'est pas viable non plus pour le nord.

C'est aussi une erreur, de croire que les "Forces nouvelles" feraient mieux pour les ressortissants du nord. Les populations pauvres n'ont rien à espérer de ces gens sinon le pire. L'expérience de 2 ans, que le nord vient de faire avec ces soi-disant défenseurs des gens du nord, a montré clairement que ces personnes sont préoccupées

par leur enrichissement personnel plus qu'autre chose. Aujourd'hui Soro compte autant de charniers que Gbagbo qu'il combat comme étant dictateur. Le combat des Soro et autres n'est pas un combat pour les pauvres. Ils se battent pour leur propre compte. Il veulent participer au pillage du pays aux côtés des Gbagbo et autres. C'est le pouvoir qui les divise. S'ils pouvaient trouver une formule pour diriger ensemble, depuis longtemps ils l'auraient adoptée. Le gouvernement de réconciliation n'est qu'un essai. Chacun trouve que la mangeoire n'est pas assez garnie pour tolérer l'autre. Et dans cette lutte qui les oppose, c'est aux populations qu'il font toujours payer le prix fort.

Ces derniers temps les rumeurs font écho d'une reprise imminente des hostilités selon le schéma de Logoualé. Cela est inadmissible, vu le nombre de victimes et de déplacés que ces montées de fièvres guerrières engendrent parmi les populations pauvres. Quelle que soit leur appartenance régionale ou ethnique, les masses pauvres et les classes laborieuses n'ont rien à tirer de cette guerre. Cette guerre n'est pas celle des travailleurs.

**NON, CEUX QUI ONT MENÉ L'OPÉRATION A LOGOUALÉ,
NE SONT PAS DES "LIBÉRATEURS"**

Le 28 février, la ville de Logoualé dans l'Ouest a été le théâtre de combats entre les Forces Nouvelles et la Miloci, milice armée soutenue par les "Jeunes patriotes" proches de Gbagbo.

Le journal "Notre Voie" du FPI soutient cette incursion et la qualifie de "libératrice".

Dans son édition du 15 mars ce journal affirme qu'à la suite de cette

opération "plus de 15 000 chefs de familles baoulé et burkinabé, leurs épouses et leurs enfants, de même que les manoeuvres qu'ils emploient dans leurs plantations, attendent de regagner leur plantation dans la préfecture de Bloléquin." L'auteur de l'article affirme qu'ils ne devraient pas regagner ces plantations parce que cela ne plairait pas au population dites autochtones.

Ce journaliste qui écrit cet article doit être une drôle de crapule pour se réjouir d'un tel résultat. De son propre aveu, cela a fait fuir autant de personnes innocentes, qui n'ont comme seul tort

que celui d'être des "allogènes". Question: pourquoi autant de gens ont-ils fui les milices, si celles-ci ne leur voulaient que du bien face aux Forces Nouvelles?

ORDURE RECYCLABLE

Tapé Koulou, propriétaire du quotidien "Le National" (qui n'existe plus) a "mangé" dans tous les partis. Hier c'était avec le PDCI de Henri Konan Bédié. Il était la caisse de résonance de ce parti et chantre de l'"ivoirité". Chaque jour son journal attaquait le président du RDR. Et lui-même disait "j'ai créé mon journal pour attaquer Alassane Ouattara".

Quand Bédié a été chassé du pouvoir, il a regagné rapidement le camp des "refondateurs" pour jouer son rôle qu'on lui connaît. Il répandait le venin de la haine, de la xénophobie et du tribalisme pour croquer à nouveau, cette fois avec les frontistes. Le parti de Gbagbo n'a nullement été incommodé par les relents dégagés par l'individu.

Une fois la guerre éclatée, il est devenu parrain des "jeunes patriotes". A chaque meeting, il ne manquait aucune occasion de tenir des déclarations anti-françaises et des propos xénophobes à l'encontre des ressortissants originaires des pays limitrophes. Mais il faut croire que les jeunes loups de ce mouvement ne lui ont pas cédé un fauteuil à la hauteur de ses ambitions car Tapé Koulou s'est entre-temps trouvé une vocation de "grand planteur" et a créé un syndicat pour défendre les intérêts des planteurs.

Après avoir obtenu sa part du gâteau, il s'envole pour la France où il organise des conférences et prône le pardon entre les Ivoiriens. Mais ce n'est pas tout! N'étant plus admis dans les cercles des jeunes patriotes, il

commence à faire la cour au RDR après avoir fait acte de repentance dans un journal. Il dit qu'"il regrette tout ce qu'il a dit sur Alassane". Et s'il l'a fait "c'était parce qu'il ne le connaissait pas bien".

Tapé Koulou regrette! Il veut se réconcilier avec Alassane, sans doute pour son argent. Qui aurait cru que le propriétaire du quotidien "Le National" ferait un jour la cour au président du RDR? Il avait même porté la calomnie très haut puisqu'il a accusé Alassane d'avoir eu des responsabilités personnelles dans la mort de ses parents (ceux de T. Koulou). Cette fripouille du verbe et de la plume est toujours prête à baver sur n'importe qui et avec n'importe quel argument pourvu que cela favorise son commanditaire du moment.

Tout cela porterait à sourire, mais le drame c'est que des milliers de gens vulnérables par leur origine ethnique et par la modestie de leur condition sociale ont payé de leur peau les conséquences de la propagande xénophobe répandue par ce genre d'intellectuels, car il n'est malheureusement pas le seul.

Le feuilleton n'est peut-être pas arrivé à son terme. Demain Tapé Koulou, qui coule des jours heureux en France, trouvera sûrement un nouveau patron susceptible de faire appel à ses services.

Avec toutes les crapules "argentées" peu regardantes sur le passé et la moralité de leurs serviteurs, il serait étonnant qu'il reste longtemps chômeur!

L E U R S O C I E T E

LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME RENDENT FOUS!

Dans la région de Tabou, jusqu'aujourd'hui, il arrive encore que des villageois Kroumen empêchent les petits agriculteurs d'origine burkinabé de vendre leurs produits. Ils dressent des barrages, arrêtent les camions pour les inspecter et confisquent purement et simplement les produits agricoles appartenant à des burkinabé ou autres agriculteurs d'origine "étrangère". Après avoir volé leurs biens, ces Kroumen leurs disent: *"vous pouvez cultiver sur nos terres, pour vous-mêmes, pour vos besoins. Mais vous n'avez pas le droit de vendre. C'est réservé aux autochtone"*. Mais comment ces paysans peuvent-ils acheter le sucre, l'huile, le pétrole, etc, s'ils ne peuvent pas vendre leurs produits?

Avec ce genre de comportement, on ne trouve rien au marché de Tabou. De plus, tout est cher. Depuis que les

Kroumen ont chassé les burkinabé par milliers et volé leurs plantations, la région de Tabou est une région sinistrée. Avant, avec 500 francs, tu ne pouvais même pas transporter le manioc que tu achetais tellement la quantité était grande. Aujourd'hui, même le simple manioc, tu n'en trouves pas! Au marché, la petite ménagère souffre, tellement les prix sont élevés.

Des plantations entières de café-cacao sont laissées à l'abandon. Celles qui ne le sont pas manquent cruellement de main-d'oeuvre. Les gens qui ont semé le poison de l'ethnisme et de la xénophobie sont tapis tranquillement à Paris, Abidjan et ailleurs. Ils se moquent bien des conséquences pour les populations pauvres qui subiront encore durant des années, les imbécillités qu'ils ont propagées.

BRUTES ET BÊTES A LA FOIS

A la suite du dégoût qu'ils ont suscité dans l'opinion publique par leur comportement assassin lors des contrôles routiers, nos galonnés voudraient nous faire croire qu'ils ont changé de comportement. Les hyènes se seraient métamorphosées en doux agneaux. Ils ont décidé de lancer une sorte d'appel au secours à la population. Ils voudraient que les gens leur viennent en aide pour combattre le fléau dont ils sont eux-mêmes responsables. Voici un

extrait du texte que les forces de l'ordre font paraître dans les journaux actuellement, pendant que la télé projette leurs spots publicitaires dans le cadre de la même campagne.

"Ivoiriens! Ivoiriennes! Mobilisons-nous contre: les tracasseries routières, le racket, les barrages pléthoriques et anarchiques".

Les mêmes journaux nous apprennent que le 12 mars, le

L E U R S O C I E T E

cameraman de la RTI, Moussa N'D... et le preneur de son G. Vincent qui réalisaient des reportages dans le

cadre de cette campagne de charme, ont reçu des coups de matraques de la part des policiers avant d'être conduits dans le violon du 3^{ème} arrondissement d'Adjamé. Ces méthodes en disent long sur la sincérité de la campagne destinée

à améliorer leur image.

Nos brutes cherchent à se faire pardonner pour le mal qu'ils ont fait, mais c'est plus fort qu'eux. A la première occasion, ils se remettent aussitôt à cogner sur n'importe qui, y compris sur les personnes chargées de faire des émissions télé favorables à eux. On savait que l'intelligence n'était pas leur point fort, mais pas jusqu'à ce point là.

LA COLÈRE MONTE PARMIS LES USAGERS DE LA SOTRA

Depuis plus de 5 ans, se déplacer à Abidjan devient un vrai parcours du combattant. En effet la Sotra (Société des transports urbains) est débordée. Cette société a un déficit chronique dans son parc de bus. Même la plupart de ses véhicules en fonction sont en piteux état.

Les victimes de la Sotra sont nombreuses et parmi elles on compte les élèves et étudiants. Ceux-ci ont une carte d'abonné d'une durée d'un mois. Par le manque de moyen, les bus de la Sotra demeurent pour eux le seul ou du moins le principal moyen de déplacement. Mais quel calvaire ne subissent-t-ils pas de la part de la Sotra?

En effet la Sotra fait vivre "l'enfer sur terre" à ses fidèles clients. Voici quelques exemples.

Au terminus universitaire d'Abobo (Sogéphia) tout étudiant ou élève qui a un cours à 7h30 et qui désire être à l'heure doit être au terminus au plus tard à 4h30, en notant au passage que la plupart de ces élèves et étudiants très

matinaux sont rentrés la veille à 20h voire 21h et plus à domicile. A l'arrêt 41 d'Abobo gare, la foule prend déjà le bus en pleine circulation, qui par les vitres du bus, qui par les orifices des vitres brisées de la porte. Les plus forts écrasent les plus faibles. Il y a quelques semaines une personne est restée au sol victime d'un malaise consécutif aux nombreuses bousculades. Cette personne a dû recevoir un ballon de sérum à perfusion.

Une fois à l'intérieur du bus, là encore la souffrance augmente, parce que pour un bus à la capacité de 80 places, on se retrouve à 150 personnes voire même 200 personnes. Le chef de gare se trouve vigoureusement pris à partie et essuie des menaces de toutes sortes. D'autres personnes mettent en cause la gestion de la Sotra et son incapacité à augmenter la quantité de bus dans le parc.

Il y a un étudiant qui disait par

L E U R S O C I E T E

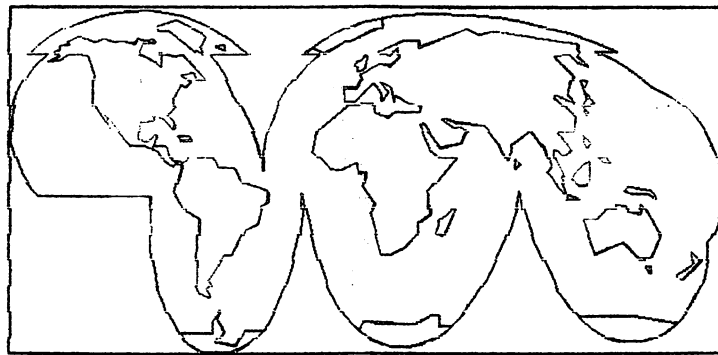
plaisanterie que "la Sotra tue en Côte d'Ivoire plus que le paludisme". Tout cela découle sur le "bôrô d'enjaillement". Cela consiste à grimper sur le toit du bus et effectuer des mouvements d'acrobatie spectaculaires mais dangereux qui provoquent chaque année des dizaines de blessés et de morts parmi les adolescents des classes pauvres.

Tous les élèves ne sont pas logés à la même enseigne car il existe des

écoles pour les fils de gens aisés qui ont leurs propres services de ramassage dans lesquels chaque élève dispose d'une place assise. Les enfants des gens haut placés se font conduire à l'école en voiture personnelle.

La Sotra est indexée et la colère monte. Les pouvoirs publics ont une lourde responsabilité dans les difficultés de la Sotra. La situation est explosive chez les élèves et étudiants.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

 LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

 LES URGENCES DES CHU, DE VRAIS MOUROIRS.

L'émission de la radio première chaîne, appelée "question d'actualité" du mardi 15 mars était consacrée aux nombreux problèmes que rencontrent les patients dans les "urgences".

Les différents auditeurs ont de manière unanime, décrié les maux dont souffrent les services "D'urgences" des hôpitaux et donné des solutions sans toute fois toucher le fond du problème. Ils ont décrié la lenteur du service, la vétusté du matériel, l'accueil, le temps d'attente avant d'être reçu par un médecin ou par exemple le manque de médicaments dans les pharmacies des CHU. Cela vous emmène à aller chercher dans d'autres pharmacies à travers la ville pendant que le malade souffre ou se meurt.

Un des auditeurs a même donné cet exemple qu'il a vécu : " nous avons un bébé malade que nous avons emmené dans un hôpital du quartier. De là, on nous conseilla que c'est au CHU de Treichville que l'enfant peut être soigné. Mais pour partir, il nous faut acheter du carburant car l'ambulance est à sec. Nous étions aux environs de 2 heures du matin. Nous nous sommes débrouillés pour trouver du carburant. Mais une fois évacués à Treichville, nous étions abandonnés à nous-mêmes de 3 heures 30 mn à 7 heures du matin. Et nous ne serons plus jamais reçus car à cette heure là, l'enfant a rendu l'âme dans notre main".

Pendant l'émission, certains s'en prenaient de manière simpliste au

personnel médical accusé d'être nonchalant ou indifférent à s'occuper des malades. Il y a eu plusieurs propositions de solutions aux maux et, la proposition la plus importante était la suivante : étant donné que les "urgences" sont démunies de tout et dans un état de vétusté sauf celles du CHU de Cocody, il faut des moyens pour les équiper en matériels et même en nombre suffisant de personnels de service. Et l'un des intervenants a dit ceci : "je propose qu'on demande une collette à la population. Ne serait-ce que 100F par personne, ces moyens permettront de résoudre ces problèmes".

Oui, le problème réel des "urgences" et même de l'ensemble des établissements hospitaliers, c'est leur dotation en moyen matériel et humain. Mais pour réunir les moyens nécessaires à cela, il faut plutôt prendre chez les riches que de demander des aumônes aux pauvres de ce pays. Dans ce pays, même malgré la crise, il y a une classe riche. Il suffit de se mettre au bord des grandes artères de Cocody où il ne passe pas une minute sans que vous ne voyiez des Mercedes dernier "cris", des BMW et autres grosses cylindrées. Il suffit de voir leur demeure, leur parc à auto, leur piscine et leur train de vie quotidien. Oui, c'est à ceux-là qu'il faut s'adresser, qu'il faut exiger l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et des pauvres de ce pays.

Mais ça, c'est aux travailleurs, aux démunis de ce pays de se donner les moyens pour l'exiger en ne comptant que sur leur propre force.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN ACCIDENT GRAVE A METTRE SUR LE COMPTE DE LA DIRECTION

Un de nos collègues effectuait des travaux de réfection au niveau du toit des locaux nouvellement acquis par la société Maersk. Pour faire cela il était juché sur une simple palette maintenue en hauteur par un chariot élévateur. Malheureusement il est tombé de là haut et s'est grièvement blessé à une jambe.

Les gens de la direction n'ignorent pas que pour les travaux à effectuer en hauteur il existe des échafaudages métalliques sur roulettes. Il existe aussi des "paniers sécurisés"

comme ceux utilisés par les agents de la CIE et bien d'autres systèmes conformes aux normes de sécurité en vigueur. Notre direction n'investit pas sur la sécurité pour une question de coût. Il n'y a que les profits qui l'intéresse.

Notre collègue doit être pris en charge par Maersk. Durant sa période d'arrêt de travail son salaire ainsi que des indemnités doivent être régularisés conformément à la loi. Ce serait la moindre des choses.

PORT AUTONOME D'ABIDJAN: UN COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS DE MAERSK!

Dans leur discours de fin d'année, les patrons de Maersk, une entreprise de transit, déclaraient que tout allait très bien. Pour preuve, ils ont acheté des sites, de nouveaux camions et des engins. Ces derniers temps, leur langage a changé. Ils disent que rien ne va. Dans le parc à conteneurs de Vridi sud, ils ont prétexté un manque d'activité pour réduire à neuf les douze jours de travail que nous faisons par quinzaine, avec conséquence la réduction du salaire. Au cas où cela ne nous conviendrait pas, les patrons voulaient que nous même choissions dans nos rangs ceux qui doivent être mis sur la touche.

Dans un premier temps, malgré notre colère, nous avons opté pour les

neuf jours par quinzaine par souci de solidarité, pour que personne ne reste sur le tapis. Mais dès le lundi 14 mars notre coup de colère a éclaté et nous avons arrêté le travail. Pendant cet arrêt de travail nous avons fermé tous nos portables pour éviter tout contact avec les patrons. Cet arrêt de travail a occasionné le blocage de tout le trafic. Certains clients ont menacé de rompre le contrat avec Maersk et d'autres ont même confié leurs travaux à des concurrents de l'entreprise.

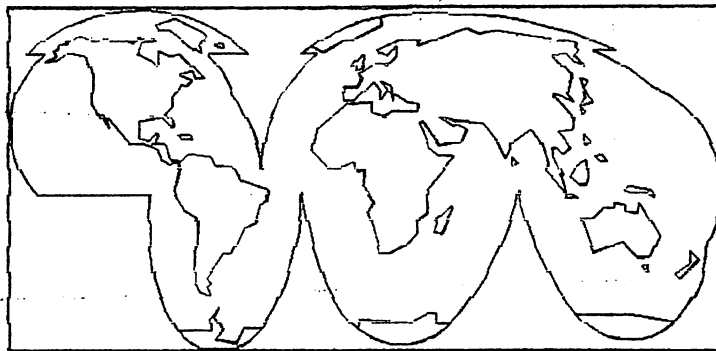
En haut lieu, ils ont sans doute paniqué puisque au bout de quelques heures d'arrêt de travail, c'est la direction qui est allée chercher un responsable du SYDOPA. Le responsable syndical une fois sur le lieu

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

nous a demandé de reprendre le travail et a affirmé que la mesure ne sera pas appliquée pour le moment et que lui et son syndicat vont entamer une discussion avec les patrons pour trouver une solution acceptable. Le responsable syndical sentant les travailleurs méfiants, s'est montré rassurant en disant que les travailleurs étaient sa raison d'être et que c'est grâce à eux

qu'il a sa voiture. Cela inciterait plutôt à la méfiance.

Pour le moment le travail a repris avec le sentiment que le coup de colère des travailleurs a permis de suspendre la mesure et d'ouvrir des discussions avec le syndicat. De toute façon les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot et leur combativité reste intacte.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

NIGER : MARCHÉ DE PROTESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE
--

Le 15 mars dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Niamey, capitale du Niger, pour protester contre la flambée des prix des produits de première nécessité. Cette manifestation a été lancée par des associations de consommateurs auxquelles s'étaient joints des syndicats pour demander l'abrogation d'une nouvelle loi instaurant une taxe (TVA) de 19% sur les produits de consommation courante comme l'eau, l'électricité, le lait, le sucre, le pain, la farine, le thé, le café, l'huile, etc.

Si des milliers de personnes ont osé montré au grand jour leur mécontentement face à un régime qui n'a pas l'habitude de tolérer la contestation de la rue, c'est que la colère est vraiment réelle contre cette augmentation brutale du coût de la vie. En effet, du jour au lendemain tout est devenu cher pour la grande majorité des gens de ce pays qui fait partie des plus pauvres de la planète. Rappelons tout de même que l'État nigérien avait réduit le salaire des fonctionnaires de 10 à 30% en 1998 et que depuis cette date il n'a pas été révisé. Rappelons aussi que ce pays a été victime de l'invasion des criquets l'année dernière et qu'à ce fléau s'est ajouté un faible taux de

pluviométrie qui ont déjà eu comme conséquence des pénuries alimentaires. Dans ces conditions cette nouvelle TVA ne pouvait être interprétée que comme une provocation. La plupart des commerçants en ont profité pour augmenter les prix d'autres marchandises qui n'étaient pas spécialement concernées par la TVA.

Visiblement les autorités ont été surprises de l'ampleur du mécontentement. Elles ne s'attendaient pas au succès de la manifestation. La répression ne s'est pas faite attendre. Plusieurs dizaines de personnes, parmi lesquelles des dirigeants de la "Coalition contre la vie chère". Mais cela ne semble pas avoir démoralisé ceux qui veulent contraindre le gouvernement à revenir en arrière sur la TVA. Une autre manifestation est prévue pour donner suite à la première. Le gouvernement ne veut pas que la population prenne l'habitude de descendre dans la rue pour contester ses décisions. Alors il menace et emprisonne. La dictature de Mamadou Tandja finira-t-elle par en venir à bout de la contestation ? Ce qui est sûr c'est que lorsque la population est vraiment en colère elle est capable de renverser n'importe quel dictateur.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.